

Poursuivant leurs échanges J.-P. Lefebvre et J. Wajnsztein nous livrent ici des réflexions qui portent notamment sur l'évanescence de la valeur concept mise en avant par Temps critiques et ici en débat avec d'autres points.

Evanescence de la valeur de la force de travail. Suite d'un dialogue avec Jacques Wajnsztein

Oui, nos échanges deviennent difficilement quantifiables, autant que la valeur de la force de travail, si elle existe ! Les passerelles manquent et la progression dans l'évanescence brumeuse n'est pas avérée. Votre démarche intègre nombre d'aspects inédits de l'économie des années 90, celles qui résultent du développement général de l'économie mondiale marqué par une suraccumulation élargie et celles, plus idéologiques, qui semblaient à cette époque de triomphe hyperlibéral devoir écarter les anciennes certitudes marxistes (post ricardiennes !), elle est donc à la fois précieuse et susceptible de remises en cause en 2012. Mettant en cause une stricte application d'une économie régie par les seules valeur et exploitation de la force de travail, la surabondance technologique contemporaine produit de larges poches de capitaux parasites qui fournissent d'énormes rentes à l'oligarchie et même à certains peuples dominants (USA vivant anachroniquement aux frais du monde grâce au dollar comme unique monnaie de référence). Ou encore selon Wallerstein, y contribuent les rentes de monopole issues des fabrications innovantes non encore diffusées dans l'ensemble de la chaîne productive et consommatoire.

Ce qui s'est passé depuis 2008 me semble cependant rebattre quelque peu les cartes des années hyperlibérales en réintroduisant le schéma des crises cycliques. Ce d'autant qu'une crise générale est sans doute à l'œuvre qui affecte visiblement les autres secteurs de la vie en société : écologie dévastée, aggravation de la précarité, mise en cause de la politique, urbanisme délirant, violence, insignifiance de la culture, etc. On peut donc bien penser qu'il y a une certaine diminution relative du rôle exclusif de la valeur force de travail par rapport à ces autres sources de richesse, financières, étatiques, de monopole, de délocalisation, etc. cependant il semble que celles-ci possèdent corrélativement un caractère parasite, de déconnexion, par rapport à ce qui demeure le fondement essentiel. Cette dissociation de pans entiers de la richesse circulante d'avec sa capacité de fondation immédiate en temps de travail abstrait se situe bien à l'origine des crises de plus en plus aiguës, quelque soient les emplâtres provisoires des organismes de gestion financiers ou étatiques.

Votre clé un peu magique visant à élucider l'essence de l'économie contemporaine, « l'évanescence de la valeur force de travail », me semble quelque peu manquer de matérialité, elle présente une telle fluidité du concept, un tel holisme définitif, qu'elle gêne

une prise en compte raisonnée, à la limite la notion ne serait-elle pas elle-même évanescence ? Difficile de saisir, d'imaginer le mécanisme par lequel du capital produirait une génération spontanée de valeur, sauf escroquerie « madovienne », si on exclut l'achat de la force de travail des salariés considérés comme des marchandises, et la spoliation du résultat de leur travail. Toute l'économie mondiale repose toujours sur un travail salarié qui envahit les derniers continents, réduisant tout autre type d'activité économique à la portion congrue. Si on a pu judicieusement réhabiliter la part importante du travail ménager non rémunéré, cela ne semble pas devoir modifier le calcul économique général, seulement souligner la place de celle des femmes comme matrice de toutes les formes d'exploitation et l'effort nécessaire pour la réduire aujourd'hui, même au Nord. Les gentilles tentatives d'introduire le travail solidaire, fort sympathiques, restent dérisoires face à la dichotomie qui sépare partout les masses humaines selon l'achat-vente de la F de T. Intéressantes pour défricher des pistes d'un nouveau logiciel sociétal, elles peuvent aussi présenter l'inconvénient de détourner l'attention de l'incontournable affrontement politique aux adversaires irréductibles d'une société réconciliée, les oligarques, Mital, etc.

Il reste que les concepts de Marx sur la valeur de la F de T étaient approximatifs et recouraient à des concepts invisibles, non pondéraux. Mais la source de toute valeur peut-elle se situer dans le pourcentage d'intérêt d'un crédit fixé volontairement à leur discrétion par les prêteurs, régulés par une Bourse hypostasiée comme milieu fécondant et organisant les équivalences ? Le capital est-il désormais animé de la faculté de génération spontanée que Lavoisier a tué dans le monde physico-chimique et Pasteur dans le monde organique ? Les boursicoteurs ne gagnent de l'argent que si les titres augmentent globalement ce qui conduit mathématiquement à la fuite en avant exponentielle (à la déconnection ?) de tous les titres, à la bulle et à son explosion inévitable, la crise cyclique. Le volontarisme sans entraves des prêteurs conduirait à l'aberration d'une indétermination totale de la production de capital. Ce qui fonde la monnaie, c'est la possibilité d'échange des marchandises, fondée sur une valeur commune, dernière, qui le permet. Quel autre critère que le temps de travail socialement nécessaire à la production des marchandises matérielles ou virtuelles pour figurer et assoir ce support à la monnaie ?

Un peu rapide me semble votre détermination de la crise de 2008, par rapport à celle de 1929 comme une crisette, quand bien même notre oligarchie a appris de 1929 et n'a pas reproduit les mêmes bévues. Demandons aux Grecs, ici même aux 700 000 ouvriers dont on a supprimé l'emploi. Emploi industriel diminuant de 40 à 14 % en vingt ans en France, pas seulement hélas par les effets de l'automatisation ! La FED a dû prêter 16 000 milliards de dollars aux banques américaines à un taux inférieur à 0,25 %, ces sommes fabuleuses proviennent des prélèvements sur la valeur des forces de travail ou bien de la planche à

billets laquelle crée de l'inflation en prélevant sur la même valeur. Si nombre d'acteurs du CAC40 semblent provisoirement avoir récupéré quelques billes financières (merci aux contribuables), la fin des convulsions économiques semble loin d'être assurée. La masse des prises de risque par les banques (d'affaire ou de dépôt toujours mêlées) semble toujours aussi décalée (sinon déconnectée) par rapport à leurs fonds propres (pour la seule Angleterre, onze fois son PIB !), et toujours probablement tout autant lestée en produits financiers réellement pourris, pas seulement fictifs : titrisation, CDS, argent sale, tricherie fiscale, prêts immobiliers sans garantie, dette américaine à la Chine, etc., dont personne ne sait à quelle date leurs bulles exploseront à leur tour, pour de nouveau faire appel à la substitution par de l'argent public, s'il en reste, lequel ne pourra être récupéré à la (très) longue, autrement que par la compression du niveau de rémunération de la force de travail (demandons aux Grecs, aux Portugais, aux Espagnols, il semble qu'il y ait peu de limite à la réduction autoritaire de la valeur de la F de T). Le schéma marxien peut paraître simpliste mais il fonctionne. L'économie et la finance mondiale semblent bien dans une impasse. La France prend le chemin grec, le signal social-démocrate récent est le cadeau de 20 milliards prélevés sur le F de T des salariés, seule source réelle de valeur in fine. Pourquoi sinon une telle hargne des dominants contre l'augmentation du SMIC ou la RTT, en faveur de la régression d'avantages sociaux historiques conquis d'une longue lutte appuyée sur les « illusions » de la loi de la valeur ? Si les capitalistes contemporains avaient désormais le pouvoir surhumain de décréter tous seuls le montant de leur profit au travers de la fixation souveraine de leurs taux d'intérêt, après seul équilibrage par l'offre et la demande en crédit, que ne décident-ils de l'accroître sans plus tarder en augmentant de concert leurs taux d'intérêt puisqu'ils ne dépendraient que d'eux seuls, en l'absence de toute vérité économique marxienne les indexant à la valeur du travail abstrait, moyen, social ? En vérité, ce ne sont que des apprentis sorciers, ils ne peuvent le faire car fonds d'investissements et gros actionnaires sont à la recherche des 99 % de pigeons qui sont les seules sources de richesse, de travail abstrait à spolier, le Sud leur présentant une réserve inouïe, inépuisable, de cinq milliards d'exploitables. Ils ne prêtent donc qu'aux entités productives solvables à leurs yeux, en les taxant à 15 % de cash flow minimum, promis sinon à la disparition : Sanofi, Arcelor, Peugeot, etc. La bataille pour les gisements d'énergie, de matières premières ou la domination des marchés mondiaux de marchandises consommables demeurent le champ clos principal de leurs joutes. La richesse due à la possession de pétrole ou autres matières premières, complémentaire et seconde, dépasse bien entendu le seul aspect de la F de T de ses salariés.

Sans doute, des chaînes de montage entièrement automatisées poseraient de sérieuses questions théoriques à la valeur d'une force de travail, reléguée dans la création scientifique, l'entretien des machines, le transport et la commercialisation. Mais les capitalistes semblent

de ce point de vue ménager Marx et préférer (par flemme de classe ?), l'usage de la bonne vieille main d'œuvre ouvrière, surtout si elle se nourrit d'un bol de riz. En ce sens, de l'opposition à la RTT à l'automation, leur système est anachronique.

La situation privilégiée de l'Allemagne provient moins du culot ou de l'habileté de leurs banquiers à fixer des taux d'intérêts rémunérateurs, ou à jongler avec les équations sophistiquées de la titrisation, que de leur capacité à exporter des automobiles ou des machines outils performantes qui, pour le moment, le temps que les Chinois apprennent, leur donnent une balance équilibrée et un faible déficit de l'Etat. Idem pour la puissance nouvelle des BRIC qui change la face du monde : elle ne vient pour l'essentiel que de la faiblesse extrême de la valeur d'une force de travail de mieux en mieux efficiente. L'efficacité productive dont la qualité de la force de travail, sa valeur, en coût mais aussi en productivité au sens large, est mieux qu'en hexagone à la base du succès. Egalement, la cogestion allemande qui amarre bien les salariés, blousés ou non, aux objectifs de production patronale, plus qu'à des produits capitalistiques fictifs ! Et vice versa. Image déformée de ce qu'il faudrait faire en société autogestionnaire. C'est le seul trait positif du rapport Gallois.

Il y a peut-être du nouveau du point de vue de la F de T : par exemple le rôle possiblement stratégique des enseignants dans l'économie moderne (qui se retrouve quelque peu dans leur rôle au sein de la gauche radicale) : ne sont-ils pas justement les seuls producteurs de marchandises capables de produire des marchandises ? Bémol, à mon avis : pour mériter globalement ce rôle, leur activité pédagogique devrait être efficacement contemporaine plutôt que d'en rester aux sirènes de Jules Ferry et du corporatisme syndical concomitant, de ce point de vue on est loin du compte (se hisser à la classe pour soi).

Le recul de la combativité salariale - plus que le basculement numérique vers le travail intellectuel - me semble provenir davantage de l'échec planétaire de la première tentative socialiste, hélas étatique et sous développée, que d'une évanescence supposée de la force de travail et de sa valeur. On a désarmé les salariés face aux oligarques, provisoirement vainqueurs. En témoignent le morcellement idéologique infini des forces contestataires éparses, l'absence d'un axe efficient pour une stratégie socialiste crédible : autogestion et dépérissement de l'Etat. En France nombre de salariés se sont réfugiés, faute d'issue sociétale, dans le nid ouaté de la fonction publique, l'effort corporatiste pour idéologiser cette régression faussement protectrice bloque les issues autogestionnaires quand notre mouvement social démontre contradictoirement sa combativité et notre recherche théorique sa vitalité.

Réfléchissons ensemble à la délocalisation, politique systématique des oligarques du Nord : Pourquoi vont-ils chercher si loin tant de complications productives si ce n'est pour bénéficier

d'une rente énorme, issue de l'inégalité de développement capitaliste mondial (cf Lénine, Rosa Lux, 1913). Toujours en voie de lente et chaotique résorption, n'est-elle pas fondée sur la différence criante des valeurs de la marchandise force de travail sous payée dans les BRIC ? La somme des marchandises nécessaires à sa reproduction est sans commune mesure avec celle du Nord bien que cette dernière soit désormais minée par cette concurrence fatale ? (Peut-être une juste revanche du Sud après deux siècles d'oppression coloniale ?) Mais le prix de vente au Nord des produits fabriqués au Sud s'alignent sur les coût élevé de fabrication au Nord des mêmes marchandises, dégagant ainsi une rente considérable, le temps que..... Certains vieux concepts semblent toujours pouvoir, dûment adaptés, bien fonctionner. Les niveaux de salaires ouvriers montent vite en Chine bien qu'il reste un petit milliard de paysans dans l'armée de réserve, après qu'ils aient perdu trois ou quatre cents millions des leurs, devenus en vingt ans ouvriers, dont 20 % d'entre eux nomades, surexploités, SDF errant d'une ville à l'autre ?

Votre évanescence n'est-elle pas un autre mot pour désigner la baisse générale du taux de profit, conséquence du poids accru du travail mort dans la production ? Ne serait-ce qu'une question de sémantique ?

Marx voulait élaborer une théorie scientifique de l'économie qui louchait vers la physique et la chimie de son XIXe siècle aux équations si propres. La difficulté avec l'économie, c'est qu'elle meut des hommes et, qu'en bout de chaîne, quel que soit l'intérêt des statistiques et des calculs, il y a toujours des besoins fluctuants, de l'affectif, de la psychologie, des êtres humains imaginatifs et donc les concepts décrivant le fonctionnement de la mécanique ont peu à voir avec une hypothétique théorie mécaniciste de l'économie. Marx s'est trompé là-dessus. Il y a dans ce domaine aussi une énorme incertitude déterministe. La valeur de la F de T n'a ni plus ni moins de matérialité que le boson de Higgs avant que le CERN ne le mette en lumière. Passées les fentes d'Young les particules élémentaires se séparent, se perdent en restant toujours liées, aujourd'hui, comprenez qui pourra. Pourtant d'innombrables applications concrètes circulent grâce à ces lois d'indétermination de la physique théorique ! La théorie des Cordes en est à sa cinq centième proposition mathématique géniale mais aucune n'a pu donner lieu à la moindre vérification expérimentale réussie. Ainsi de l'économie ?

A la limite, on pourrait avancer que, quand bien même sa part globale directe dans l'économie décroît avec l'accroissement du capital mort, la valeur de la F de T joue un rôle comparable au mètre étalon en platine iridié, déposé au pavillon de Breteuil. Elle est une référence utile en « science » économique non bourgeoise, comme le prototype de Breteuil, elle est une référence physique et a un rôle irremplaçable, quand bien même la métrologie

peut utiliser une base plus précise avec la référence aux constantes de l'infiniment petit. Il y a encore de l'espace pour la recherche en économie !

Un des problèmes réels d'une théorie critique, outre l'enthousiasme castoridien de l'époque, compréhensible mais excessif, à trucider le vieux maître après le stalinisme délétère et l'apparente apogée de l'hyperlibéralisme, est peut-être aussi dans l'irrépressible prolifération du travail virtuel, d'une essence plus difficilement quantifiable, quand l'informatique devrait résorber sa part répétitive ou la réduire à une plus simple expression. Béatrice Hibou consacre tout un ouvrage sur *la bureaucratisation néolibérale*, elle martèle la formule 115 fois en 170 pages, sans convaincre pour autant de la thèse acrobatique qu'elle veut introduire. En effet, après avoir exploré par le menu toutes les manifestations nouvelles de parasitisme sociétal, sa présupposition majeure est la démonstration paradoxale que la bureaucratie aurait déserté les administrations étatiques pour se déployer uniquement dans la nouvelle économie capitaliste. Thèse corporatiste en diable : les services publics n'ont pas de prix ! S'ils ne fonctionnent pas, embauchons ! Le jeu de passe-passe, sous forme d'oxymoron, est simple, on ignore la tradition immémoriale de parasitisme étatique, on le grime en altruisme intransigeant son ambiguïté fondatrice. En ignorant toute mesure (repérage) de la valeur de la force de travail, notamment par la sanction de l'offre et de la demande, l'auteure s'en tire en baptisant bureaucratie tout ce qui ressort de la rationalisation productive (normes, etc.), sans autre examen. Difficile pourtant d'envisager une production mondiale, un essor économique des BRIC qui pourraient se passer de normes (comme de valeur minorée de la force de travail des salariés du Sud). Reste qu'une part de ce matelas de normes - surtout celles qui se situent à l'interface privé/public - est dévoyée en glissant de la rationalisation à la bureaucratisation.

La différence avec le secteur privé, c'est que, quand ce dernier laisse apparaître des manifestations bureaucratiques parasitaires qui entravent son profit, il est vite ramené à la réalité par le jeu sévère de l'offre et la demande, il opère alors des sanctions brutales, des dégraissages, ce qui n'est jamais le cas des administrations publiques, pour qui la sanction n'est que différée, aux résultats électoraux, aux campagnes de presse ; le plus souvent le chien aboie et la caravane passe... Il ne s'agit naturellement pas de justifier les dégraissages boursiers mais de libérer l'esprit pour penser d'autres organisations du mode de production, débarrassées à la fois du mercantilisme et du bureaucratisme, de débayer la voie de ses monceaux de corporatisme pour ouvrir à l'autogestion, au dépérissement de l'Etat, seules pistes valables pour sortir des crises.

Une tendance à la bureaucratisation relative du secteur privé peut néanmoins se nourrir de la masse énorme de profits décuplée par l'industrie moderne à forts technologie et capital mort,

et, sans doute aussi de la difficulté majeure à résoudre cette quadrature du cercle capitaliste : comment accroître la part de plus value prélevée en pressurant ses salariés tout en continuant de leur vendre toujours plus, ce qui supposerait contradictoirement de mieux reconnaître la valeur de leur F de T (Keynes et social-démocratie), en particulier sa partie extensible vers le niveau de vie moyen des couches supérieures, la plus délicate à quantifier, la mieux compressible ! On empile alors les dispositifs aussi sophistiqués que vains pour faire croire au rétablissement de l'égalité quand on ne fait qu'alourdir parfois le fardeau commun des exploités. Les délocalisations et la crise des dettes sont alors une bénédiction pour une survie du capitalisme de grand papa, en accroissant la plus value capitalisée, en déblayant sauvagement les innombrables cautères suscités par l'Etat.

Les autres effets nuisibles du système de profit privé, la publicité toujours mensongère créant de faux besoins, le parasitisme gadgétisé des productions, l'obsolescence organisée des produits, l'épaississement des refuges du secteur public, les aspects ouvertement nuisibles (guerre, répression, atteintes à l'écologie, etc.), la marchandisation de la culture, le parasitisme étatique, la militarisation, l'urbanisation obscurantiste et oppressive, etc., seraient, une fois éradiqués, autant de gisements pour la libération du travail pénible dans une société réconciliée (RTT). Ce déluge de valeur non nécessaire - déconnectée ? - dilue la rigueur du recours théorique obligé à l'échange de marchandises en créant l'illusion d'une abondance déjà atteinte, tellement abondante qu'elle se serait libérée d'avoir à établir une correspondance rigoureuse avec sa source unique, sa référence dernière, le travail abstrait des salariés, manuels ou intellectuels (lesquels sont bien sinon 99 du moins 92 % des actifs en France, obligés de vendre leur force de travail aux quelques % de patrons et actionnaires parmi lesquels le CAC 40 se taille la part du lion). Leur profit fictif connaît à la sortie son équivalent précis, réalisable à tous moments en biens de consommation de luxe, eux-mêmes chiffrés proportionnellement aux heures de travail de salariés qui les ont produit. Difficile de sortir de là. Le Nord devrait sans doute être déjà dans une société post-capitaliste, autogérée, le Mode de Production Capitaliste est manifestement anachronique

Le caractère de la marchandise, parasitaire ou bénéfique, rejoint d'autres notions de base proposées par Marx et toujours intéressantes, valeur d'usage et valeur d'échange, distinctes des « mécanismes » de production de valeur en équivalent travail mais qui traduisant le marché, se superposent et s'imbriquent avec eux. La publicité déformant totalement le prétendu *libre jeu des consommateurs indépendants*. Seule une démocratie incessamment approfondie garantissant un échange démocratique et rationnel devenu idéalement à double sens, interactif, entre minorité sachante, critique (et poétique) et majorité apprenante et agissante - selon la nature inséparablement et contradictoirement corpusculaire et ondulatoire de l'humanité - pourrait résoudre cette autre contradiction (usage/échange)

selon une asymptote infinie vers l'utopie rêvée d'une société écologique, égalitaire, pacifiée, économe, hédoniste, cultivée, etc., sans doute bientôt assaillie de contradictions inusitées. En attendant l'extase, l'ennemi est toujours Mital, Peugeot, L'Oréal, etc. et leur talent à exploiter la force de travail sur les cinq continents. Il y a, sauf dans l'utilité de la recherche, peu de solutions tierces bricolant une extériorisation (fin du travail, saupoudrage de coopératives subventionnées, services publics miraculés, etc.) au conflit de classe qui n'a jamais été aussi pur, même si pour lors ce sont encore les bourgeois qui ont provisoirement gagné la dernière guerre.

La seule question qui vaille : y a-t-il une issue ? Le seul outil apparemment disponible est celui que Thémistocle et Périclès ont commencé de forger au Ve siècle av. JC et qui n'a cessé de se s'affiner depuis, non sans chaos, longues stagnations millénaires et dévoiements récents dans ses expressions libérales bourgeoises mais qui reste bloqué à l'entrée des entreprises et des palais gouvernementaux. Faire intervenir toujours plus une démocratie transparente et informée dans tous les rouages pyramidaux, de la société politique et de l'économie depuis le bas, les bureaux, les ateliers des quartiers jusqu'au gouvernement mondial, vaste entreprise, facilitée sans doute par l'usage critique d'Internet ! De quoi occuper des générations de militants à résoudre les contradictions inouïes que cet engagement inédit susciterait. Non pas vers une fin du travail qui me semblerait nier l'essence de l'humanité. Mais vers la disparition du travail pénible et l'exaltation d'un travail créatif à partager. Qu'importe alors si la force de travail serait ou non évanescence, puisque c'est le capitalisme et l'Etat qu'il conviendrait de rendre tels. Sauf que, il faudrait bien partager le travail pénible longtemps résiduel et les revenus et selon quel critère qui ne soit pas trop évanescent, sinon celui du temps de travail spécifique nécessaire, repéré approximativement faute de le pouvoir mesurer exactement ? Cette nouvelle ère historique me semble devoir passer nécessairement par la suppression (après lent dépérissement) de la propriété privée des moyens de production, laquelle devrait se prémunir de toute étatisation, synonyme d'une domination aggravée par la bureaucratie comme nouvelle classe exploiteuse utilisant une planification infinitésimale génératrice de laxisme et d'absurdité ubuesque, dont on sait ce qu'elle a donné à l'Est.

Hélas donc, peu de passerelles mais merci de me permettre ainsi de préciser un peu mes incertaines visions : se souvenant qu'il faut sans doute garder un peu du Marx ésotérique pour fortifier l'exotérisme contemporain, quelque peu évanescent.

Cordialement, JP Lefebvre, urbaniste.

Bonjour,

La crise ! Quelle crise ?

D'accord pour reconnaître une crise, même au sens économique restreint dans la mesure où la révolution du capital ne produit pas (encore ?) de système de régulation tel qu'il a pu prévaloir pendant les Trente glorieuses avec le fordisme. D'accord aussi si par crise on entend une crise de la reproduction des rapports sociaux et non pas principalement une crise de production, mais de toute façon, la comparaison avec la gravité de 1929-30 est hors de propos.

En l'absence d'une telle régulation d'ensemble c'est la finance qui assure une partie de cette régulation avec l'aide des États dominants (voir le rôle de la Chine dans l'équilibre des flux financiers) et des FMN, au sein de ce que nous appelons le niveau 1 de la domination, ou le capitalisme du sommet. 2008 n'a pas beaucoup corrigé les choses. Il y a une prise de conscience des risques et les contre-tendances ont en général joué de façon à ce que ne se répète pas une crise type 1929. Les difficultés plus grandes de l'Europe sont spécifiques dans la mesure où le carcan de Maastricht et la politique de l'euro fort sont des choix nullement nécessaires à son essor ou à sa survie.

Mais cette crise n'a pas fait resurgir la théorie des cycles, en tout cas pas la théorie des cycles longs de Kondratiev ¹. Même si I.Wallerstein (Le Monde : « Le capitalisme touche à sa fin ») repère une phase B d'un cycle de Kondratiev qui se caractériserait toujours par l'importance de la finance et de la spéculation, sa datation n'est pas probante puisque nous devrions au contraire être dans une phase A depuis 1995, ou alors il faudrait anticiper le niveau le plus bas de la phase B pour 2020, ce qui est je crois l'hypothèse pour le moins hasardeuse du groupe autour de la revue Théorie Communiste, une hypothèse que j'ai critiqué dans le n°15 de notre revue.

Dans ce texte j'essaie de montrer en quoi les analyses en termes de cycles longs de Kondratiev, reprises par Schumpeter, perdent de leur pertinence dans la sous la « domination réelle du capital » pour reprendre un langage qui vous est familier et a fortiori depuis « la révolution du capital » (personne n'est obligé d'endosser ce concept et je conçois qu'on puisse parler seulement de restructuration à partir de la fin des années 1970 même si cela nous prive d'une compréhension de la période qui ne soit pas simplement restructuration économique, mais bouleversement anthropologique). Au niveau technique on peut déjà faire remarquer que si Wallerstein se fixe sur des ressemblances on peut aussi choisir d'appréhender la situation par les différences. Ainsi, 1975 n'avait pas vu venir de déflation (baisse forte de tous les grands indicateurs y compris des prix et forte hausse du

chômage) et les économistes avaient même dû forger de toute pièce le terme de « stagflation » afin de décrire la nouveauté de la situation. Même chose aujourd'hui avec le rôle contra-cyclique joué par la FED américaine et la banque centrale d'Angleterre. Un rôle que la BCE de Monti a été contrainte d'endosser malgré la ligne originelle défendue par Trichet et l'opposition de Merkel. Et cela s'est fait à moindre frais ; la planche à billet américaine n'a même pas produit d'inflation car les prix restent stables ou à la baisse et le renflouement des banques ou assurances a été en partie remboursé ou même totalement pour ce qui est d'AIG. Idem en France et à ce niveau, la crise précédente concernant le Crédit Lyonnais a été bien plus grave...et pourtant moins systémique.

Tout ce que vous citez comme exemple d'élargissement de la crise (dimension environnementale, sociale, culturelle) la pose justement en dehors des théories des cycles et en dehors même des théories de la surproduction ou des débouchés ou de la baisse du taux de profit. La crise du capitalisme est portée au niveau de sa reproduction comme le montrent les grands sommets pour sauver la planète et la tentative de trouver un principe de « gouvernance » globale au plus haut sommet, un nouvel ordre mondial aurait-on dit auparavant. Et si la crise financière de 2008 est effectivement une piquûre de rappel quand la dynamique n'est plus contrôlée et tourne au déséquilibre, il ne faut pas oublier que depuis 1970, en l'absence d'une régulation globale et institutionnelle (même si l'OMC est un exemple de régulation partielle), la régulation au jour le jour si l'on peut dire, se fait par les crises. A.Orléan repère ainsi 124 crise bancaires, 208 crises de change, 63 crises de dette souveraine depuis cette date et ce n'est pas le premier journaliste venu, mais un économiste hétérodoxe et de formation marxiste très écouté. Comment mieux exprimer la dévalorisation du terme !

Prenons l'exemple de la crise du Sud-est asiatique à la fin des années 1990. Elle a entraîné, dans un premier temps, le retrait de capitaux des investisseurs dominants vers les États-unis au risque de précipiter la crise, mais dans un deuxième temps, ces capitaux disponibles vont profiter au développement des NTIC.

Le rôle de ces NTIC aurait dû être de lancer une nouvelle phase A puisqu'elles correspondaient à ce que Schumpeter appelait des « grappes d'innovation » et que tout nouveau cycle correspondait à une innovation majeure. Il n'en a rien été au moins jusque là. Par contre et ce n'est pas négligeable pour comprendre les transformations en cours, elles ont été à la base du procès de totalisation du capital et elles ont aussi accéléré fictivisation et virtualisation avec le développement des sociétés de capital-risque pour financer leur valeur actuelle nulle ou seulement potentielle (combien « vaut » Facebook ?) et un souci soudain pour la « valeur actionnariale » qui n'avait jusqu'à là qu'intéressé le modèle anglo-saxon.

C'est pour cela que si nous parlons aujourd'hui d'une reproduction rétrécie, nous n'oublions pas qu'elle s'effectue quand même « à la limite ».

Des institutions et des firmes consolidées ?

La crise de 2008 a toutefois accéléré le processus de concentration (financière et industrielle) que la mondialisation aurait dû logiquement contrecarrer par l'accroissement de la concurrence. Les profits continuent donc à augmenter mais dans le cadre de ce que Nitzan et Bichler appellent la « capitalisation différentielle » (cf. mes [notes sur leur livre *Le capital comme pouvoir*](#)) et moi la « reproduction rétrécie ».

Le système de crédit a quant à lui permis un développement des forces productives dans de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée comme je viens de le dire avec la croissance des NTIC et le processus de globalisation et d'intégration des forces dominantes au sein du capitalisme du sommet. Cette intégration tend à rendre caduque l'interprétation traditionnelle qu'en cas de crise il y a socialisation des pertes et en période de reprise privatisation des gains. En effet, si on regarde de près les plans de sauvetage des banques ou assurances aux États-Unis, ils ont parfois été largement rentabilisés comme dans le cas d'AIG, le plus gros assureur du pays. Certes toutes les banques et assurances ne se sont pas encore désendettées, mais ce type d'intervention révèle de nouveaux modes opératoires de consolidation des pouvoirs. Dans le cas d'AIG c'est même un exemple typique de tentative de sauvetage qui se réalise au niveau d'une coordination au sein du capitalisme du sommet car en soutenant temporairement AIG, c'est en fait à ces crédateurs, à savoir la Société Générale et la Deutsche Bank que la FED a tendu indirectement la main ; or la Deutsche Bank est l'un des principaux appuis de l'industrie allemande. On a pu repérer un processus identique en France ce qui innove par rapport au sauvetage à fonds perdu du Crédit Lyonnais il y a peu. Le renflouement des banques ne s'est pas fait non plus par la compression des salaires et des impôts en hausse comme vous semblez le dire. Il n'y a pas eu de hausse des impôts aux États-Unis comme le montre d'ailleurs la bataille actuelle entre démocrates et républicains sur la question avec comme résultat le passage modeste du taux plafond de 35% à 39,6% pour les revenus de plus de 450000 \$; il n'y en a pas eu en France non plus avec l'absence d'une réforme fiscale pourtant attendue...par les économistes de gauche et non par les riches et son remplacement par la poudre aux yeux d'une taxe à 75% des revenus supérieurs à 1M d'euros qui rapporterait moins de la moitié de ce que rapportent les 8,5% de CSG. Quant à la compression des salaires, elle n'est pas de l'ordre de l'État aux États-Unis et ne pourrait au mieux que toucher un secteur famélique. La situation est certes un peu différente en France, mais on y paie encore les fonctionnaires sans les tondre comme des moutons et l'État n'intervient autrement que par les augmentations du SMIC ce qui lui

est assez reproché justement, or ce SMIC n'a pas disparu que je sache. Il s'agit plus d'un blocage des augmentations de salaires que d'une compression, surtout dans un système reposant quasi uniquement sur l'ancienneté avec promotion automatique, concours internes de promotion, listes d'aptitude etc.

De toute façon compression des salaires et hausse des impôts sont deux mesures qui ne vont guère de paire. C'est d'ailleurs pour cela que le gouvernement Sarkozy a mis en place sa défiscalisation des heures supplémentaires. C'est pour cela aussi que se développent dans le plus parfait consensus l'actionnariat salarié, les fonds de pension ² et le système des stock-options ³.

Une parenthèse : La crise est peut être plus bancaire que financière car les banques ne sont pas soumises au même régime prudentiel que le marché financier. Par exemple là où le marché financier doit constamment se prémunir contre les risques (cf. les produits dérivés), les banques de dépôt semblent affranchies des limites traditionnelles à cause du matelas constitué par les dépôts des épargnants et c'est quand elles se lancent dans les « affaires » qu'elles sont tentées de prendre le plus de risque. On oublie trop facilement, dans les attaques qui ont été faites contre les banques d'affaires, que Lehman Brothers qui n'était pas une banque universelle (banque d'affaire + banque commerciale de dépôt) mais une banque d'affaire. Le problème n'est pas tant de savoir s'il faut ou non séparer activités d'affaires et activités de dépôt que le fait de savoir s'il faut limiter et comment les « activités sur fonds propres », c-à-d celles qui ne se font pas pour les clients de la banque, mais pour son propre compte. La situation de Dexia ou surtout des banques espagnoles correspond bien à cette situation d'absence absolue de règles qui permet de contourner ou même ignorer les règles du marché. Il ne s'agit pas là de « déconnexion ⁴ », mais d'une déréglementation sauvage à laquelle tous les agents économiques ont participé : les gouvernements régionaux autonomes qui voulaient tous leurs projets grandioses pour jouer les petits Madrid ou les petits Barcelone ; l'État central qui y voyait un moyen de développer l'emploi dans des services non exposés à la concurrence ; les salariés et surtout les jeunes espagnols qui voyaient dans cette fuite en avant dans la consommation et l'accession à la sacro-sainte propriété de son logement, une sorte d'apothéose de la *movida* post-franquiste ⁵. En l'absence d'une Europe qui se serait dotée d'institutions politiques effectives capables de contrôler la manne financière déversée sur les pays du sud de l'Europe, c'est la communauté financière qui exerce son droit de regard sur la situation des pays membres puisque la BCE ne peut faire d'intervention politique (elle est « indépendante ») à l'opposé de la FED et de la banque centrale d'Angleterre.

La fixation des taux d'intérêt relève effectivement d'une décision souveraine (même dans la

zone euro où c'est l'Allemagne, via la BCE, qui les fixe). C'est ce qui permet de s'accorder actuellement sur des taux très bas. C'est une logique politique qui est suivie afin de permettre désendettement et redémarrage des investissements et de la consommation. Elle s'oppose à une logique économique qui devrait les faire remonter (comme dans les années 1930) et conduire à la déflation. Il est remarquable que les taux actuels présentent le gros avantage de limiter à la fois les risques d'inflation et les risques de déflation. Mais comme à part l'Allemagne personne ne veut se risquer à une situation de déflation c'est plutôt l'absence d'inflation qui pose problème et pour deux raisons : premièrement parce qu'une inflation plus forte permet un désendettement plus rapide ; deuxièmement parce que si la croissance, pour redémarrer, a besoin de taux bas pour relancer l'investissement, il y manque les anticipations optimistes des entreprises quant à la croissance du pouvoir d'achat vu le niveau de chômage et le blocage du salaire réel.

L'unité du procès de production, de l'amont à l'aval participe de l'évanescence de la valeur

Tout cela n'exclut pas totalement la question du temps de travail, mais en grand connaisseur et traducteur des Grundrisse, vous devez savoir que celui-ci ne peut plus être la mesure de la valeur (cf. « Le fragment sur les machines »). Dans nos vieux pays industriels la valeur du temps de travail inclut dans les marchandises produites ne représente plus au maximum que 20% du coût de production et souvent moins de 10% alors que, par exemple, les coûts énergétiques sont de plus en plus importants, comme les coûts de recherche en amont ou les coûts marketing en aval. Dans le secteur des NTIC les coûts de production sont certes élevés au départ, mais les coûts de reproduction sont quasiment nuls ce qui permet des économies d'échelle gigantesques. La valeur du produit ou du service n'y est donc pas fixée en fonction de leur coût unitaire toujours plus bas mais d'une valeur d'utilisation toujours plus haute pour le client (c'est encore une pierre dans le jardin de la théorie de la valeur !).

Les salaires comptent aujourd'hui si peu dans le coût de production global que Pierre Naville proposait déjà il y a une vingtaine d'années, de ne plus les considérer que comme du capital circulant (des consommations intermédiaires au même titre que les autres fournitures ou intrants⁶). Mais bien évidemment il ne peut en découler que des conséquences néfastes du point de vue des salariés. Flexibilité accrue et contrats atypiques accompagnent cette évolution avec une part plus réduite de travailleurs « garantis » qui sont eux considérés un peu comme du capital fixe en tant que « capital humain » et une part plus grande de précaires.

Que ce temps de travail soit encore déterminant dans les pays émergents parce qu'on en tirerait encore de la plus-value sous sa forme absolue est un phénomène somme toute

marginal par rapport à la masse de populations déracinés à jamais en mouvement. Quand cent emplois industriels se créent dans ces pays ce sont des dizaines de milliers de paysans ou ruraux qui viennent engorger des villes qui ne sont plus que des monstres...à détruire (Calcutta, Lagos, Mexico, Bangkok et les grandes villes chinoises). Les pillages futurs ne tarderont pas de même que les jacqueries traditionnelles comme en Chine ou nouvelles, sur des bases ethniques ou tribales comme en Inde. La révolution industrielle européenne ne se reproduira pas car cette population potentiellement surnuméraire l'est en fait définitivement. Les pays émergents passent très vite à une productivité élevée parce que le progrès technique se diffuse et ils se dirigent alors vers des production à plus forte valeur ajoutée. L'exemple saisissant n'est pas celui de la Chine mais celui de la Corée du Sud délaissant à de petits dragons ou tigres ou même à des chats les productions basiques (voir le cas du Vietnam). Il n'y a plus d'armée industrielle, mais une extraordinaire mobilité des facteurs de production et une mobilité qui est de plus en plus celle du capital et non pas celle du travail. Cela ruine, au passage, toutes les théories sur la division internationale du travail élaborées au début du XIXème siècle et le commerce extérieur qui reposaient sur la réalité de l'époque d'une fixité relative des facteurs de production. Il n'y a que le modèle de Solow qui tient un peu le coup dans le cadre de la mondialisation libérale avec sa théorie de la croissance exogène reposant sur la mise au travail de larges masses de salariés supplémentaires et la diffusion d'un progrès technique quasi gratuit. Le problème c'est qu'à terme et en l'absence de véritable révolution agricole, les prix agricoles augmentent plus vite que les prix industriels.

Si on en revient aux pays dominants du capitalisme et par exemple à l'automobile, si votre raisonnement tenait ce ne serait pas Peugeot qui serait en surcapacité mais l'ensemble du secteur. Or la production automobile mondiale a encore augmenté de 8% en 2012, certes en dehors d'une Europe pénalisée par un euro trop fort (Toyota a augmenté ses ventes de 22% en 2012 par rapport à 2011), mais certaines marques européennes, les allemandes en particulier, se portent encore bien. Pourquoi cela ? Parce que leurs ouvriers seraient plus productifs ? C'est discutable, la France a une productivité horaire supérieure à la moyenne européenne de 16,5%. Parce qu'on y travaille moins à cause des 35H ? C'est faux, la moyenne est de 1469 H en France, malgré les fameuses 35H, contre 1309 H en Allemagne. En fait, les marges bénéficiaires supérieures de l'industrie allemande n'ont pas grand chose à voir avec la valeur au sens marxiste du terme. Elles proviennent en premier lieu d'un meilleur positionnement sur la gamme ; en second lieu d'une politique traduisant une supériorité en amont comme en aval de la production. C'est le processus de la « chaîne de valeur ⁷ » qui manifeste « l'évanescence » de cette dernière; enfin une spécificité française correspondant à un consensus entre syndicats, patronat et État qui conduit à refuser de transférer une part des cotisations sociales pesant sur le coût du travail vers la CSG et la TVA

alors qu'il y a une hausse continue et importante des revenus hors-travail depuis trente ans. Les syndicats ouvriers s'y opposent comme si on était encore dans une société du travail productif et que tous les revenus étaient des salaires ! Très clairement, ils confondent pourcentage de salariés dans la population active (en hausse si on continue à y comptabiliser les chômeurs déclarés) et part des salaires dans le revenu total. D'une manière générale, vos remarques sur la mondialisation me semblent datées dans la mesure où c'est la compétitivité hors coût qui tend à prévaloir à nouveau après une ruée vers la compétitivité prix dans les années 1990-2005. En effet, la qualité est souvent jugée trop déficiente dans les pays à bas coût d'autant que les salaires augmentent rapidement dans les BRIC, ce que vous reconnaissez d'ailleurs.

Pour en revenir à la notion de temps de travail il est aussi difficile de vous suivre car vous en parlez sans le spécifier. Il s'agit bien sûr du temps de travail des salariés, mais de tous les salariés ? Vous avez l'air de le penser puisque vous vous rattachez positivement au slogan des occupy sur les « 99% ». Mais alors quid de la différenciation entre travail productif et travail improductif ? Pourtant vous n'allez pas jusqu'à dire comme nous que pour le capital tout est travail productif aujourd'hui ! Ce slogan me paraît très dangereux et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord il fleure bon son populisme anti-finance qui devient douteux quand on fait référence surtout à Goldman Sachs et à l'origine juive de la banque. Cette forme d'anti-capitalisme a une histoire qui n'est pas faite pour me plaire, à titre politique comme à titre personnel d'ailleurs. Ensuite, même s'il est le fruit d'une indignation spontanée, on reste dans le désaveu non de la société du capital, mais de ses dysfonctionnements néo-libéraux, la critique de la déconnexion etc. Il y a une grande part d'hypocrisie ou alors une grande incompréhension des choses de voir tant de gens attaquer la finance avec des cartes de crédit pleines la poche. Enfin, c'est oublier que rien n'unit ces 99%, qu'il n'y a pas, contrairement à ce que vous laissez entendre, une classe universelle de salariés. Il n'y a pas besoin de bien connaître l'entreprise pour savoir à quel point l'encadrement capitaliste, les petits chefs continuent à sévir, malgré une organisation globalement moins verticale, mais où les pratiques de harcèlement, la concurrence entre équipes ont remplacé mais non supprimé la discipline de travail et au travail. Tous les jours des individus passent des concours internes, recherchent et obtiennent des promotions, exercent un petit pouvoir dans le cadre de leur activité. Que la plupart de ces personnes soient utilisées par les pouvoirs en place et ne constituent pas eux aussi une classe dirigeante ou dominante ne supprime ni les effets de domination, ni la volonté de puissance. Le capital est un rapport social que chacun reproduit que ce soit à partir du pôle travail ou à partir du pôle capital ou aujourd'hui parfois à partir des deux comme on peut le voir avec l'actionnariat populaire où les fonds de pension.

Tout n'est pas qu'une question de sémantique

- « l'armée industrielle de réserve » n'existe plus parce que premièrement, dans les pays-centres du capital, ces membres potentiels sont d'ores et déjà inemployables même si, pour des raisons politiques et de cohésion sociale, les États créent encore du « faux travail » ou simulent les situations de travail dans des stagiarisations forcées et par l'intermédiaire de « contrats aidés » ; et que deuxièmement dans les pays émergents il n'y a pas de stabilisation des 300 ou 400 millions de nouveaux travailleurs. Ils n'ont même pas le temps de se constituer en classe et en habitants des villes qu'ils sont déjà renvoyés des usines par les délocalisations au Vietnam et ailleurs et la diffusion des technologies modernes de production ; qu'ils sont aussi renvoyés dans des zones périphériques ou même dans leurs campagnes. La Chine ne sera pas l'atelier du monde et se distingue déjà par la présence sur son sol de la plus grande « classe moyenne » du monde avec des appétits consuméristes en conséquence qui font de ce pays tout autre chose qu'un marché du travail (cf. mon article sur la Chine dans le n°15 de Temps critiques).

- Je ne range pas l'économie dans les sciences sauf à vouloir tout transformer en science comme le laisse supposer la distinction quasi-officielle entre sciences dures et sciences molles. A mon avis, la science économique n'en est pas une et d'ailleurs son nom d'origine est économie politique. Dans ses meilleurs moments, comme chez Smith ou Marx ou encore Hayek, elle est théorie exprimant donc non seulement une analyse des transformations de la société (la théorie n'est pas à confondre avec la philosophie), mais une certaine vision du monde. Plus modestement, dans ses meilleurs moments aussi, elle se veut prescriptive et non seulement descriptive comme chez Keynes et Schumpeter ou l'école de Cambridge, mais la plupart du temps elle s'enorgueillit de n'avoir pas de présupposés théoriques et cherche sa vérité partielle et approchée dans la modélisation mathématique. Ces élucubrations n'en ont pas moins des effets sur le terrain comme le montrent les ratés de l'ingénierie financière sur les calculs de risque.

- la force de travail ne peut être l'étalon dont vous parlez. Ou alors il faudrait que ce soit du travail au sens physiologique de dépense d'énergie dont il s'agisse, mais alors ce ne serait plus du travail salarié spécifiquement capitaliste dont on parlerait. La seule solution pour revitaliser une théorie quantitative de la valeur (ce n'est pas mon but !), ce serait de reconnaître que la valorisation ne réside pas seulement dans la production de plus-value car le travail mort (capital fixe) ne fait pas que transmettre sa valeur passée de travail vivant⁸. Il transfère aussi sa valeur de capital qui se combine avec celle du travail vivant. C'est en ce sens que « le mort saisit le vif » de Marx garde son sens.

- Si les services publics sont au centre des discussions et parfois des luttes depuis les années

1990, au moins dans les pays européens, ce n'est pas tant parce qu'ils seraient au-delà de la marchandise de par le caractère particulier de leur « production », mais parce qu'ils sont aujourd'hui au coeur de la reproduction des rapports sociaux et j'ai déjà dit au début de cette lettre que la crise actuelle est une crise de la reproduction de ces rapports, des rapports qui ne vont donc plus de soi. Mais loin de moi l'idée d'inverser la traditionnelle opposition entre ce qui serait le caractère parasitaire du secteur public par rapport au caractère productif du secteur privé et conduirait donc à opposer le premier porteur des « valeurs » et le second porteur de « la valeur ». Par contre j'appuie sur le fait qu'une telle perpétuation de l'opposition entre les deux secteurs relève d'une incompréhension du rôle de l'État dans la société capitaliste, du rôle de l'État dans l'affirmation du capital comme pouvoir. C'est en rester une fois de plus à l'économie classique et particulièrement à Smith et son concept d'État improductif, mais il faut y reconnaître aussi la responsabilité d'un Marx qui à défaut d'une théorie de l'État en donnera trois définitions successives⁹. La critique de gauche se trouve aujourd'hui particulièrement démunie dans la mesure où elle ne comprend pas l'État comme puissance, sauf sa petite frange souverainiste et encore se trompe-t-elle d'État puisqu'elle se croit encore au temps de l'État-nation alors que celui-ci s'est redéployé dans la forme réseau aussi bien au niveau national qu'au niveau du capitalisme du sommet. Il ne faut donc pas s'étonner des coup de gueule, dans le gouvernement, autour de la question de la nationalisation d'Arcelor.

- Les salariés n'ont pas été désarmés par des oligarques¹⁰ comme vous l'affirmez, mais par la démocratie comme le montrent les échecs successifs du mai 1968 français, du mai rampant italien, de la révolution des oeillets portugaise, de l'anti-franquisme espagnol et même du Solidarnosc polonais si on néglige la parenthèse Jarulewski. En fait toutes ces révoltes ou révolutions n'étaient déjà plus classistes même si elles en comportaient encore des traits et que cela permettait de rendre plus concrète la tension individu/communauté à travers la référence plus ou moins marquée ou plus ou moins explicite à la classe ouvrière et à la reprise de ces luttes antagoniques à la fin des années 1960. Mais une fois ces luttes retombées, les débris du mouvement ne purent se ressourcer dans des communautés de classes au sein de forteresses ouvrières maintenant démembrées et de quartiers populaires en voie de dissolution avancée. Des forces de modernisation/rénovation avaient été activées par ce cycle de lutte révolutionnaire, mais la restructuration qui s'en suivit vit le retournement de ces forces. Il y eut bien une sorte de révolution, mais à la place d'une révolution prolétarienne on eut droit à une révolution du capital dans laquelle les individus ont pu s'inscrire parce qu'elle les libérait d'anciennes oppressions. Ce sera l'égogestion¹¹ et non l'autogestion dont vous parlez. Ce sera l'individu-démocratique, non pas battu par la contre révolution armée, mais par les élections, la consommation, les nouveaux droits¹², l'idéologie citoyenne du contrat, j'en passe et des pires.

- je suis étonné de votre référence à l'autogestion. Pour moi, c'est une expérience qui s'est déroulée concrètement et avec une grande envergure, quoiqu'on en pense, dans les collectivités agricoles de l'Espagne 1936-37, dans la Yougoslavie titiste et l'Algérie ben belliste, puis dans des pratiques plus parcellaires comme à l'usine Lip en France en 1973. Mais à l'intérieur même des mouvements de lutte et de révolte des années 1960-1970, cela n'a jamais été un objectif ou alors entendu comme autogestion généralisée englobant la vie quotidienne et une critique radicale du travail. Ce n'est pas parce que les restes du PCF redécouvrent quelque chose qu'ils ont combattu partout où ils l'avaient rencontrée auparavant que cela rend sa revendication pertinente et en fait autre chose qu'un slogan par ailleurs partagé avec les anarcho-syndicalistes de la CNT-Vignolles. Car aujourd'hui que la révolution du capital a balayé les « forteresses ouvrières », réduit la main d'oeuvre industrielle à la portion congrue au moins dans les pays-centres du capital et que le travail est de plus en plus un simple emploi pourvoyeur de salaire et dont le sens s'est perdu, je pose la question : autogérer quoi ? La production de 4x4 puisque la CGT automobile a l'air de trouver que c'est bon pour Peugeot et Renault ? La centrale de Fessenheim ou celle de Fukushima, l'usine de retraitement de la Hague, les usines chimiques de Bhopal et AZF à Toulouse ? Les porcheries et le lizier breton ? Une école nationale où dès le CE1 les élèves du primaire apprennent à détester apprendre ? En ce qui me concerne, la question du communisme ou de la révolution à titre humain n'a jamais été une question de gestion, qu'elle soit ouvrière ou autres et cela, même à l'époque des soviets ou des conseils ouvriers de la révolution allemande. A fortiori quand nous ne sommes plus en domination formelle du capital. Dans la société capitalisée il n'y a plus rien à « libérer » d'autres que des particules de capital comme je l'ai dit à propos des lobbies particularistes. Si le capital « libère » encore cela, c'est que dans « sa » révolution il cherche à s'affranchir de toutes ses limites et particulièrement des limites que représentent les natures extérieure et intérieure des êtres humains. Il n'y a donc rien à s'approprier sans en faire l'immédiate critique. Il ne faudra pas autogérer, mais s'arrêter de « fonctionner » (il n'y a pas que les fonctionnaires qui fonctionnent!) et pratiquer l'écart, c-à-d partout où c'est possible et quand c'est possible sortir de son rôle assigné quel qu'il soit : l'ouvrier gréviste mais défendant l'outil de travail ou la rentabilité de sa boîte, le gréviste des transports qui se contente d'empêcher les autres travailleurs d'aller au travail parce qu'au moins ça gêne et ça se remarque donc c'est bon pour le rapport de force (un rapport de force conçu au niveau syndical et corporatiste) ; l'enseignant qui fait grève contre la réforme des lycées mais soutient le bac et l'État en général comme la moins pire des solutions et donc décide d'appliquer la réforme une fois la grève terminée ; le pêcheur de St Tropez qui mène une action pour la sauvegarde de son activité et envoie sa femme acheter du poisson moins cher du Pacifique ou de l'Atlantique Nord qui arrive par avion et se retrouve dans le supermarché du coin etc...

Notes de bas de page :

1. Sur ce point, cf. mon *Après la révolution du capital*, p.149-151 (note 84).[↩]
2. Le plus gros actionnaire de General Motors est le fonds de pension des enseignants du Michigan qui culmine...à moins de 2% du total. Cela donne une idée de la dispersion du capital et des nouvelles modalités du rapport capital/travail, de la place de la propriété privée aujourd'hui etc. [↩]
3. Le désarroi du gouvernement de gauche sur la question est pitoyable comme le montrent deux mesures prises récemment. La première (septembre 2012) consiste à soumettre les actions et stocks-options au barème commun de l'impôt sur le revenu ce qui représente une attaque sur des gains aléatoires qui permettent aux entreprises de limiter la masse salariale et donc le coût du travail ; la seconde a été de commander un rapport Gallois sur le coût du travail qui est un exemple de faux débat comme le révèle bien Liêm Hoang Ngoc dans *Le Monde de l'économie* du 8/01/2013 en indiquant que ce ne sont pas les marges qui se sont effondrées mais la demande, que ce ne sont pas les marges qui font l'investissement mais les anticipations optimistes des entrepreneurs. Pour lui, pourtant marxiste conséquent, il n'y a pas de problème d'offre (et donc de taux de profit), même si pour la France une montée en gamme de ses produits est une nécessité.[↩]
4. D'ailleurs il me paraît contradictoire d'affirmer d'un côté qu'il y a crise parce que la finance se serait déconnectée de l'économie réelle (baisse du taux de profit ou /et surproduction) et de l'autre qu'il y a crise de l'économie réelle ce qui se marque par la bulle financière. Là encore il me semble y avoir une incompréhension de la nature du capital fictif et surtout du fait que la dynamique actuelle du capital prend la forme d'un développement « à la limite », la forme d'une « reproduction rétrécie ».[↩]
5. Si l'appauvrissement des grecs et des espagnols ne peut que nous attrister, il faut aussi mettre ça en perspective avec l'évolution de ces pays. Que les jeunes étudiants grecs soient la « génération 600 ou 700 euros » pointe bien une difficulté, mais combien y avait-il d'étudiants en Grèce au temps des colonels ? Et de quel milieu étaient-ils issus ? Ces jeunes sont aujourd'hui le produit d'une moyennisation fragile de la société alimentée par des capitaux extérieurs plus que par une activité interne dont une partie est captée par un groupe oligarchique qui dirige un pays dont l'État n'a pas les moyens de sa fonction.[↩]
6. Un exemple de ce caractère d'intrans nous est fourni par le découpage de la production d'un soutien-gorge pour Carrefour réalisé en Chine : 2, 73 euros vont au fabricant chinois dont 1,64 pour les matières premières, 0,82 de coût de fabrication, 0,10 de

salaires et 0,27 de marge ; 0,74 de coût de transport et douane ; 2,74 pour l'entreprise française qui a réalisé la conception. Carrefour achète ça 5,91 euros hors taxe et le vend en rayon 20 euros TTC desquels il faut déduire 3,28 euros de TVA cela donne une marge de 10,81euros. Ce n'est donc pas l'entreprise qui bénéficie de la délocalisation de la production mais le grand distributeur qui est finalement celui qui fixe les prix. On comprend que l'entreprise Wal-mart soit désignée comme la plus puissante du monde ![↩]

7. Les entreprises raisonnent de plus en plus en termes de coût global et non pas de coût du travail. C'est ce qui amène des entreprises aussi différentes qu'Apple dont le coût du travail représente 7% seulement du coût de production, Geneviève Lethu, Magencia, Atol à relocaliser tout ou partie de leur production.[↩]
8. Cf. mes notes sur la notion de « travail mort-vivant » sur le site.[↩]
9. Cf. mes notes sur l'État et la théorie de la dérivation.[↩]
10. Pas plus qu'ils ne l'avaient été par les ploutocrates dans l'entre-deux-guerres.[↩]
11. Cf. le livre de J.Guigou La société des Ego, réédition L'Harmattan, collection Temps critiques, 2008.[↩]
12. Le lobby homosexuel en représente une caricature dans sa revendication du mariage homosexuel par rapport à son origine révolutionnaire dans le FAHR, de la même façon que le lobby féministe par rapport au MLF, dans sa volonté de faire adopter une loi sur le harcèlement sexuel de facture complètement américaine.[↩]